

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°555 – 4 octobre 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

## Régional

### Orientation favorable de l'activité dans l'UEMOA en août 2024

Selon le [bulletin mensuel des statistiques d'août 2024](#) de la BCEAO, les principaux indicateurs d'activité de l'UEMOA ont enregistré une hausse au cours du mois d'août. La production industrielle a augmenté de 3,4 % en glissement annuel (g.a.) et les indices du chiffre d'affaires dans le commerce et les services marchands ont augmenté respectivement de 3,9 % et 4,6 % en g.a. En outre, l'indicateur moyen du climat des affaires dans l'UEMOA, traduisant les opinions des chefs d'entreprise sur la conjoncture, a légèrement augmenté, de +0,3 point en g.a., reflétant principalement les améliorations des scores du Sénégal (+1,4 en g.a.) et du Bénin (+1,5), atténuées par les diminutions des scores de la Guinée-Bissau (-1,4), du Burkina Faso (-0,8), du Mali (-0,5) et du Togo (-0,5). Enfin, le taux d'inflation dans l'UEMOA s'est maintenu à 4,4 % en g.a. en juin 2024, au même niveau que les 2 mois précédents. Ce niveau d'inflation est principalement porté par la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (contribution de +3,3 points de pourcentage).

### Signature d'un nouveau contrat entre ECP et Vista dans le cadre de la cession d'Oragroup

Le 1<sup>er</sup> octobre 2024, le groupe bancaire Oragroup [a annoncé](#) que l'accord de cession des actions d'ECP Financial Holding LLC (EFH), actionnaire majoritaire, au groupe Vista, signé le

### Le chiffre à retenir

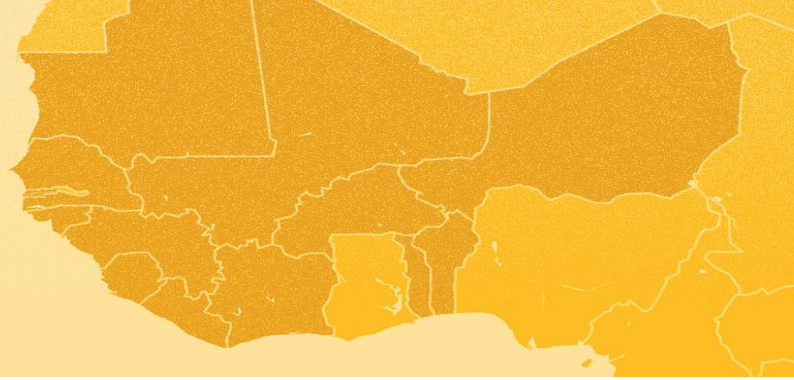
# 480 M USD

Montant du don du MCC pour favoriser l'accès à l'énergie en Sierra Leone

2 août 2023, a été dénoncé et annulé par les parties signataires. Cet accord visait à transférer la totalité des actions détenues par EFH ainsi que par d'autres actionnaires institutionnels minoritaires (PROPARCO, BIO, DEG, et Envol Afrique) à Vista. Toutefois, à l'issue de nouvelles négociations, un nouveau contrat de cession a été conclu le 30 septembre 2024 entre EFH et le groupe Vista, par lequel EFH cèdera la totalité de ses actions (soit 50,01%) dans Oragroup au groupe Vista. Ce nouveau contrat de cession sera soumis à l'approbation des différents régulateurs d'Oragroup conformément aux réglementations en vigueur. Pour rappel, Oragroup est présent dans 12 pays de l'Afrique de l'Ouest et Centrale à travers le réseau bancaire Orabank. En 2023, le groupe a enregistré un résultat net négatif de 19,5 Mds FCFA (29,7 M EUR).

### 1er Forum économique Mauritanie – Sénégal à Dakar

Le premier forum dédié aux relations économiques entre le Sénégal et la Mauritanie s'est tenu le 30 septembre avec la présence de plusieurs ministres. Le FESM a pour objectif de [renforcer la coopération commerciale](#) entre les



deux pays, alors que les exportations du Sénégal vers son voisin du Nord ont augmenté de 184% en quatre ans, passant ainsi de 39 Mds FCFA (60 M EUR) à près de 113 Mds FCFA (170 M EUR). Dans le même temps, les exportations mauritaniennes vers le Sénégal ont connu une hausse de 37% en valeur. Le ministre sénégalais de l'Industrie et du Commerce a affirmé son souhait d'œuvrer à l'abolition des barrières tarifaires et à la création de chaînes de valeurs régionales et continentales, notamment grâce aux instruments déjà opérationnels dans le cadre de la Zlecaf.

## Bénin

Les exportations en hausse de 26% en g.a. au T2 2024

[Selon l'INStat, au deuxième trimestre 2024](#), les exportations de marchandises ont connu une baisse de 12,9% par rapport au premier trimestre 2024, mais affichent une hausse de 26% par rapport à la même période en 2023. Elles sont toujours essentiellement composées de coton (59%), de tourteaux de soja (10%) et de fruits à coque (3,5%). A l'export, les principaux partenaires sont le Bangladesh qui capte 56,7% des exportations en valeur, l'Inde (6%), le Pakistan (4,8%) et le Tchad (3,6%). Concernant les importations, elles sont également en baisse à 13,2% par rapport au premier trimestre 2024, mais aussi en baisse de 12,8% par rapport à la même période en 2023. Elles sont composées de riz (19,3%), d'huile de pétrole (14,5%), d'insecticides (3,4%) et de poissons congelés (2,7%). L'Inde est le premier fournisseur du Bénin (15,1% des importations totales), la Chine (10,9%), la France (9,5%), et le Togo (6,8%).

## Burkina Faso

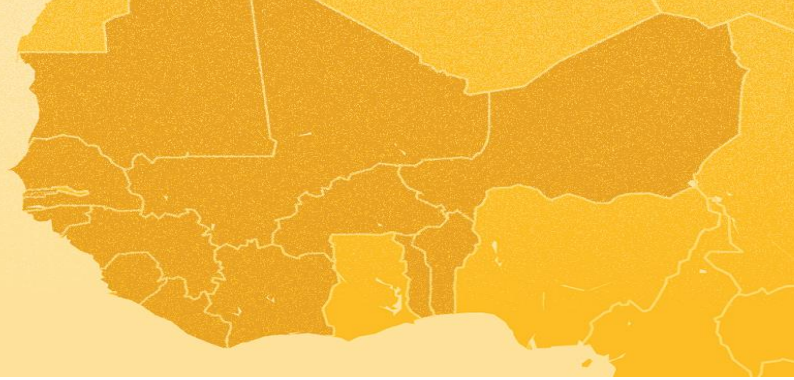
6 M EUR de la BAfD pour la construction d'une centrale solaire

La Banque africaine de développement (BAfD) a [approuvé](#) un financement concessionnel de 6 M EUR du Fonds pour l'énergie durable en Afrique (SEFA), un fonds spécial multi-donateurs géré par la BAfD, afin d'accélérer l'achèvement du projet solaire photovoltaïque de Dédougou, ville située à 250 km à l'ouest de la capitale Ouagadougou. Le projet comprend la conception, la construction et l'exploitation d'une centrale solaire de 18MW. Il s'agira de l'un des premiers producteurs indépendants d'électricité au Burkina Faso et le projet a déjà obtenu un contrat d'achat d'électricité de 25 ans avec la Société Nationale d'électricité du Burkina Faso (SONABEL).

## Cap-Vert

Un 3<sup>ème</sup> accord de partenariat avec le MCC

[Le Millennium Challenge Corporation \(MCC\) et le Cap-Vert devraient signer un nouveau partenariat en avril 2026](#). Cette signature marquerait l'entrée en vigueur d'un troisième partenariat et acterait la décision de décembre 2023 du MCC de rendre éligible le Cap-Vert à l'élaboration un nouveau pacte régional en faveur de la gouvernance démocratique et de la réduction de la pauvreté. L'agence a déjà investi au Cap-Vert dans la modernisation du port de Praia, dans l'agriculture ou encore dans le développement du secteur privé. [Le précédent accord de 66 M USD](#) signé entre les deux parties s'est achevé en 2017 et a notamment permis d'améliorer l'accès à l'eau potable, les droits fonciers et les réformes institutionnelles en faveur de l'investissement climatique. Le premier, d'un montant de 110 M USD, s'était achevé en 2010.



## Côte d'Ivoire

Le prix du kilo du cacao fixé à 2,70 EUR et celui du café à 2,29 EUR

Le 30 septembre, à l'occasion de la clôture des journées nationales du cacao et du chocolat, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières a [annoncé](#) que le prix officiel bord champ des fèves de cacao est fixé à 1 800 FCFA (2,70 EUR) le kilo et celui du café à 1 500 FCFA (2,29 EUR) pour la campagne 2024/2025. Il s'agit d'une hausse de 20% du prix du cacao par rapport au prix de la campagne intermédiaire et de 55% pour le café par rapport à la campagne précédente. Cette décision fait suite à une augmentation des cours mondiaux du cacao, imputable notamment à une baisse de la production mondiale. Le ministre a [rappelé](#) que le prix avait atteint le 19 avril 2024, 7 818 FCFA le kilo (10 265 £ sur le marché de Londres), son niveau le plus haut depuis 1919. Le ministre a précisé que le prix au kilo du cacao a été fixé à ce niveau dans une optique d'harmonisation des politiques de production, de commercialisation et de fixation des prix avec le [Ghana](#). Ce dernier a en effet fixé le prix officiel bord champ du kilo de cacao pour la campagne 2024/2025 à 48 GHS, soit environ 1 804,8 FCFA (2,75 EUR).

Le **budget de l'année 2025 proposé à 23,4 Mds EUR**

Le 30 septembre 2024, le Conseil des ministres a [adopté](#) le projet de budget pour l'année 2025 qui se chiffre à 15 339,2 Mds FCFA (23,4 Mds EUR), en progression de 11,8% par rapport celui de 2024. Ce budget a pour objectif de renforcer le dynamisme de l'économie nationale, avec un taux de croissance projeté à 6,3% en 2025. Le budget prévoit la contraction du déficit budgétaire à 3% du PIB, correspondant au seuil communautaire de l'UEMOA et aura notamment comme objectif la poursuite des efforts d'accroissement de la mobilisation des

recettes intérieures, et la maîtrise continue des dépenses de fonctionnement.

## Guinée

**95 M USD de la Banque mondiale pour l'amélioration du système de santé**

Le 23 septembre 2024, la Banque mondiale a [approuvé](#) un financement total de 95 M USD de l'Association internationale de développement (IDA) et du Mécanisme de financement mondial pour les femmes, les enfants et les adolescents (GFF), en faveur du projet de transformation du système de santé en Guinée. Ce dernier vise principalement à améliorer la qualité et l'utilisation des services de santé en mettant l'accent sur la santé reproductive, maternelle, néonatale, de l'enfant et de l'adolescent, et de la nutrition. Il contribuera notamment à (i) renforcer les capacités opérationnelles et la résilience au changement climatique du système de santé ; (ii) la prise en charge sanitaire gratuite des personnes en situation d'extrême pauvreté et (iii) la modernisation du système national de l'état civil et d'identification des personnes pour garantir l'accès universel aux services de santé.

## Mali

**Signature d'un accord avec OCP Africa**

Le ministère de l'Agriculture et OCP AFRICA ont [procédé](#), le 2 octobre 2024, à la signature d'un accord de partenariat portant sur l'utilisation des engrais et la santé des sols. Les principaux axes de l'accord concernent en particulier (i) la gestion et l'amélioration de la santé et de la fertilité des sols ; (ii) le support aux petits exploitants agricoles, à travers le développement des centres de services agricoles ; (iii) l'Agri-Tech et l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes, avec la mise en place du programme du Digital Farming School et (iv) l'amélioration de l'accès aux engrais.



## Niger

### La croissance projetée à 5,7 % en 2024, selon un rapport de la Banque mondiale

Selon la note sur la situation économique du Niger 2024, [publiée](#) par la Banque mondiale, le taux de croissance de l'économie nigérienne s'est établi à 2% en 2023, sous l'effet de la crise politique survenue en juillet de l'année, ainsi que les sanctions économiques qui ont suivi. Avec la levée des sanctions et le rétablissement progressif de l'accès aux financements, la croissance pourrait remonter à 5,7 % en 2024 et à 6,5 % en moyenne en 2025-2026. Ce rebond serait tiré par les exportations de pétrole, tandis que l'industrie non pétrolière et les services, qui ont accumulé de lourdes pertes en 2023, devraient faire face à une reprise difficile. Toutefois, ces perspectives restent sujettes à plusieurs risques, entre autres, une détérioration de la situation sécuritaire, des conditions financières difficiles, la persistance du différend commercial avec le Bénin et des retards dans les exportations de pétrole. En outre, le rapport note que l'accès à l'éducation reste un défi majeur, en raison du manque d'infrastructures scolaires et de leur mauvaise qualité et, plus récemment, des problèmes d'insécurité. Ainsi, plus de 50 % des enfants âgés de 7 à 16 ans ne sont pas scolarisés au Niger. Selon le rapport, une partie des recettes pétrolières de l'Etat (qui devraient atteindre 5 % du PIB d'ici 2030, contre moins de 1 % actuellement), pourrait servir à financer les dépenses nécessaires pour améliorer le système éducatif.

## Sénégal

### Signature d'un accord avec Google pour la création d'un "cloud souverain"

Le 27 septembre 2024, le ministère de la Communication, des Télécommunications et du Numérique a signé avec Google un

[protocole d'accord](#) pour la création d'un centre de données. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la nouvelle stratégie numérique du Sénégal visant à renforcer les compétences et à démocratiser l'accès à internet et aux services publics de base afin d'amorcer une transformation numérique inclusive, ambitieuse et résiliente. Le "cloud souverain" devrait permettre au Sénégal d'assurer la protection des données sensibles tout en répondant aux besoins croissants des administrations et entreprises sénégalaises et africaines». Ce protocole a été signé à l'occasion de la visite de travail du Président Bassirou Diomaye Faye aux Etats-Unis, en marge de la 79<sup>ème</sup> session de l'Assemblée générale des Nations unies.

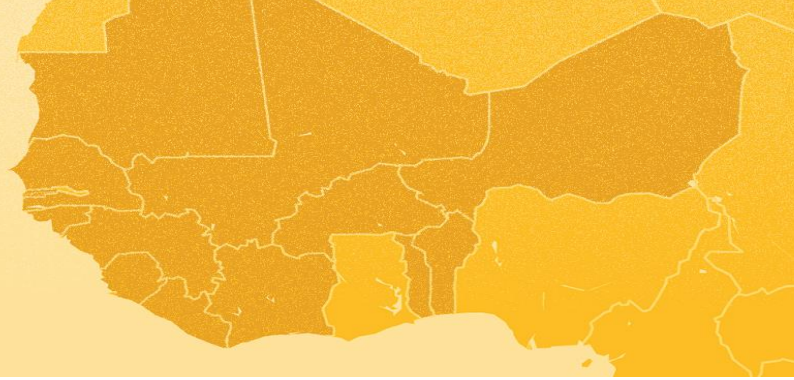
### Le FIDA accorde 90 M USD au Sénégal en appui à sa stratégie de souveraineté alimentaire

Le Conseil d'administration du Fonds international de développement agricole (FIDA), qui s'est tenu les 18 et 19 septembre 2024, [a approuvé un prêt de 90 MUSD](#) au profit du Sénégal en soutien à sa stratégie de souveraineté alimentaire. Ce financement, le plus important jamais accordé par le FIDA au Sénégal, a pour objectifs de renforcer (i) la productivité et la résilience des systèmes agricoles des petits exploitants, et (ii) la commercialisation des produits agricoles.

## Sierra Leone

### 480 M USD du MCC pour l'accès à l'énergie à un coût abordable

Le 27 septembre 2024, le ministère chargé des Finances et le Millennium Challenge Corporation (MCC) [ont signé](#) un accord de 480 M USD destiné à aider à améliorer l'accès à une électricité abordable et fiable. L'accord porte notamment sur le financement de 3 projets, à savoir (i) le projet Transmission Backbone qui facilitera les échanges d'énergie avec d'autres pays d'Afrique de l'Ouest ; (ii) le projet de



distribution et d'accès qui améliorera la fiabilité du réseau électrique et réduira les pertes et les obstacles à l'accès dans certaines communautés et (iii) le projet de réforme du secteur de l'énergie qui se concentrera sur l'amélioration de la durabilité du secteur.

pour réaliser d'autres achats ordinaires. Parmi les principaux obstacles identifiés à l'usage de ces monnaies mobiles, 85% des usagers reconnaissent les frais élevés et 73% l'absence d'interopérabilité entre *Tmoney* et *Flooz*.

## Togo

### L'usage de la monnaie mobile, diversifié mais face à des freins persistants

Selon les données publiées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP), à l'issue de sa dernière [enquête de satisfaction client](#) réalisée en juin 2024 (en sondant plus de 15 000 répondants) et publiée le 30 septembre dernier, le secteur de la monnaie mobile bénéficie d'un intérêt toujours croissant et d'un usage diversifié. Les comptes de monnaie mobile sont répandus : 86% des répondants sont détenteurs d'un compte de monnaie mobile. 85% des détenteurs d'un compte de monnaie mobile parmi les répondants l'utilisent pour la recharge de crédit et de forfaits, pour des dépôts/transferts et retraits et 72% pour des paiements de factures. A l'inverse, seuls 53% des détenteurs parmi les répondants l'utilisent

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et de Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : [abidjan@dgtresor.gouv.fr](mailto:abidjan@dgtresor.gouv.fr) & suivez notre page [LinkedIn](#)